



UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries 75010 – PARIS

Tél. : 01.44.83.65.55

e-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

Communiqué de presse

1^{er} novembre 2012 : baisse du salaire des fonctionnaires ! Le changement ce n'est pas pour maintenant...

Dès le 1^{er} novembre 2012, le traitement brut des fonctionnaires baissera de 0,11%, en raison d'une hausse des cotisations « retraite ».

Ce n'est qu'une première baisse qui affectera, une fois de plus, notre pouvoir d'achat.

Au 1^{er} janvier 2013, une nouvelle hausse des cotisations accentuera cette dégradation du pouvoir d'achat en faisant au total baisser le traitement brut de 0,41% entre le 1^{er} janvier 2012 et le 1^{er} janvier 2013.

Après plus de 12 % de perte du pouvoir d'achat par rapport à l'inflation sur les 10 dernières années, avec un gel du point d'indice depuis juillet 2010, et des perspectives du projet de Loi de finances peu encourageantes pour 2013, la rémunération des fonctionnaires va donc clairement continuer de baisser.

A ces augmentations de cotisations, viendra s'ajouter en 2013 la diminution de 50 % des mesures catégorielles pour la Fonction Publique de l'Etat (blocage des avancements, promotions, etc.).

Pour la Fonction Publique Territoriale, la baisse des dotations annoncées par l'Etat pousse d'ores et déjà certains exécutifs à prévoir l'ensemble des avancements d'échelon à la durée maximale et des réductions en matière de ratios d'avancement. Il en est de même à la Fonction publique Hospitalière avec les budgets insuffisants alloués aux établissements hospitaliers.

Pour l'UIAFP-FO, une 3^{ème} année blanche consécutive n'est pas admissible !

Le combat pour le pouvoir d'achat est le même pour le secteur public comme pour le secteur privé. Si, avec 5,2 millions de fonctionnaires et agents publics sur les 3 versants de la Fonction publique, (Etat, Territorial et Hospitalier), le gouvernement - premier employeur du pays - ne montre pas l'exemple, on ne voit pas ce qui inciterait ensuite les entreprises à discuter d'augmentations de salaires.

De plus, avec la perte considérable d'effectifs redéployés pour renforcer les missions de police, de gendarmerie, de justice et d'éducation nationale conjuguée à la baisse de 7 % des crédits de fonctionnement, l'UIAFP-FO affirme que le gouvernement continue de mettre ses ministères en grande difficulté pour exercer leurs missions, ce qui ne sera pas sans impacter les conditions de travail et de vie des agents.

Dans ce contexte, l'UIAFP-FO rappelle sa revendication d'une augmentation immédiate de 5 % de la valeur du point d'indice.

Le gouvernement doit prendre la mesure des difficultés croissantes rencontrées par les fonctionnaires, difficultés liées à la baisse permanente de leur pouvoir d'achat.

Il ne doit pas oublier que la dernière revalorisation du SMIC (juillet 2012) a concerné plus de 1,1 million de fonctionnaires, preuve s'il en fallait une, de la paupérisation à l'œuvre dans l'emploi public.

Le dialogue social permanent ou normal ne suffit plus !

Avec l'UIAFP-FO, les fonctionnaires veulent des actes ! Une réponse rapide du gouvernement est impérative !

PARIS, le 31 octobre 2012